



La CEA devant, dans la lutte contre les flux financiers illicite

Addis-Ababa, 08 juin 2015 (CEA) - La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a organisé du 4 au 5 juin 2015, à Addis-Abeba, en Éthiopie une session de travail de deux jours des parties prenantes sur la mise en œuvre des recommandations du rapport du Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites (FFI) de l'Afrique. Ladite session qui a été organisée par la Division pour le renforcement des capacités (CDD) de la CEA a eu lieu suite, à l'adoption du rapport et l'adoption de la Déclaration spéciale sur les flux financiers illicites par les chefs d'État africains au 24^{ème} Sommet de l'Union africaine (UA) en janvier 2015. Les parties prenantes telles que l'Union africaine, plusieurs institutions des Nations Unies, les partenaires au développement, les parlementaires et plusieurs organismes de la société civile, entre autres ont pris part à la réunion.

Dans ses remarques liminaires, le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA et économiste en chef, M. Abdalla Hamdok a rappelé les débuts du Groupe et de ses travaux sur les FFI, indiquant que le Groupe doit s'estimer heureux d'avoir eu l'ancien Président Sud-africain, Thabo Mbeki comme leader et ajouté que «le Groupe a mené une étude approfondie sur les FFI à savoir son incidence, son ampleur et ses solutions». Faisant allusion à la Déclaration spéciale adoptée par les chefs d'État de l'UA, il déclare que c'est une étape importante montrant l'inquiétude partagée par les gouvernements africains sur les flux financiers illicites.

Selon M. Adeyemi Dipeolu, Directeur de la Division pour le renforcement des capacités, président la session déclare que la mise en œuvre des recommandations du rapport du Groupe de haut niveau est une étape essentielle de l'avenir contre la lutte des FFI que la CEA et autres parties prenantes ont engagé. Il poursuit en disant: «un rapport annuel d'avancement, en ligne avec la déclaration doit être présenté régulièrement aux chefs d'État africains et ainsi, cette session des parties prenantes est une base nécessaire pour les travaux à venir». À la fin de son allocution d'ouverture, M. Dipeolu a exprimé son souhait que les groupes de travail produiront à la fin de la session des rapports conséquents avec des activités tangibles qui pourront véritablement commencer.

Dr Khabele Matlosa, Directeur du Département des affaires politiques à la CUA a également prononcé son discours d'ouverture. Il a détaillé les travaux dans lesquels la CUA se lançait en ce qui concerne la réduction des FFI, en disant que la volonté politique affichée par les chefs d'État est cruciale pour le succès de toute activité entreprise pour freiner les FFI.

Pendant la session, les parties prenantes ont abordé la question de l'utilisation du programme de travail de mise en œuvre élaboré par la CEA et des activités concrètes réalisées qui avaient pour objectif d'aboutir aux résultats escomptés sur la base des recommandations du rapport du Groupe de haut niveau. Les différents groupes de travail ont présenté leurs travaux avec toutes les parties prenantes unanimes sur leurs rôles de dissuader, prévenir, détecter et rapatrier les mouvements illicites de capitaux du continent.

Lors de la clôture de la session, le Directeur de la Division pour le renforcement des capacités, M. Adeyemi Dipeolu dit que l'idée de la session était de créer une collaboration et cohérence, éviter que les activités sur les FFI ne soient dupliquées au sein des parties prenantes sur le continent et offrir un moyen de suivi des activités en cours et de communication avec les chefs d'État. Il ajoute que «cette session qui vise à mettre un terme aux FFI et réaliser les objectifs de développement de l'Afrique, concerne l'Afrique».

Publié par:

La Section des communications extérieures et des relations avec les médias

Commission économique pour l'Afrique

BP 3001

Addis-Abeba (Éthiopie)

Tél. +251 11 551 5826

Adresse électronique : ecainfo@uneca.org [1]

Source URL: <http://www.uneca.org/fr/stories/la-cea-devant-dans-la-lutte-contre-les-flux-financiers-illicite>

Links

[1] <mailto:ecainfo@uneca.org>